

**Audience publique du 14 juin 2017**

Recours formé par Monsieur ..., ...,  
contre une décision du Conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat  
en matière de discipline

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 38160 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 13 juillet 2016 par Maître João Nuno PEREIRA, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du Conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat du 12 avril 2016 prononçant à son égard la sanction disciplinaire du déplacement consistant dans un changement d'administration ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 12 octobre 2016 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 14 novembre 2016 par Maître João Nuno PEREIRA au nom et pour le compte de Monsieur ... ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 12 décembre 2016 ;

Vu le courrier déposé au greffe du tribunal administratif le 6 mars 2017 par lequel Maître Jean-Marie BAULER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, déclare avoir repris le mandat pour Monsieur ... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision déférée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Jean-Marie BAULER et Madame le délégué du gouvernement Nancy CARIER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 17 mai 2017.

---

Par courrier du 6 janvier 2015, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, ci-après désigné par « le ministre », demanda au commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire, ci-après désigné par « le Commissaire du Gouvernement », d'ouvrir une instruction disciplinaire à l'encontre de Monsieur ..., attaché de direction 1<sup>er</sup> en rang auprès du ..., ci-après désigné par « ... », au motif que ce dernier aurait manqué à ses obligations statutaires pour avoir violé les règles internes du ... et notamment les articles 9 et 10 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut des fonctionnaires d'Etat, dénommée ci-après le « statut général ».

En date du 7 janvier 2015, le Commissaire du Gouvernement transmet le dossier au commissaire du Gouvernement adjoint, ci-après désigné par le « Commissaire du Gouvernement adjoint » pour attribution.

Par courrier du 23 janvier 2015, Monsieur ... fut informé de l'ouverture d'une procédure disciplinaire à son encontre et des faits lui reprochés. Par ce même courrier, Monsieur ... fut encore invité à se présenter devant le Commissaire du Gouvernement adjoint le 4 février 2015 afin d'être entendu en personne et de présenter ses observations, convocation, qui fut, par courrier du 12 février 2015, reportée au 6 mars 2015.

Par courrier du 19 mai 2015, le ministre chargea le Commissaire du Gouvernement d'une nouvelle instruction disciplinaire à l'encontre de Monsieur ..., courrier qui fut libellé dans les termes suivants : « [...] *En effet, et comme détaillé dans le dossier annexé, le concerné est présumé avoir manqué à ses obligations statutaires pour avoir*

- *manqué de dignité et civilité par rapport à la personne du directeur,*
- *manqué de dignité et de civilité par rapport à d'autres membres du ...,*
- *adopté un comportement compromettant les intérêts du service public et faisant gravement défaut à son devoir de loyauté et de discrétion envers le ... et aux obligations découlant notamment de l'article 10 alinéa 1<sup>er</sup> du statut. [...] ».*

En date du 20 mai 2015, le Commissaire du Gouvernement transmet le dossier au Commissaire du Gouvernement adjoint, pour attribution.

Par courrier du 21 mai 2015, Monsieur ... fut informé de l'ouverture d'une nouvelle procédure disciplinaire à son encontre et des faits lui reprochés. Par ce même courrier, Monsieur ... fut encore invité à se présenter devant le Commissaire du Gouvernement adjoint le 25 juin 2015 afin d'être entendu en personne et de présenter ses observations.

Le 8 octobre 2015, le Commissaire du Gouvernement adjoint rédigea un rapport d'instruction relatif à l'instruction disciplinaire menée à l'encontre de Monsieur ... et décida qu'il y aurait lieu de transmettre le dossier au conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat, ci-après désigné par le « Conseil de discipline ».

Par courrier du même jour, Monsieur ... reçut communication dudit rapport d'instruction, fut informé de la transmission du dossier au Conseil de discipline et de son droit de prendre inspection du dossier, de présenter ses observations et de demander un complément d'instruction.

Par courrier du 19 octobre 2015, Monsieur ... sollicita à travers son mandataire un complément d'instruction.

Par courrier du 20 octobre 2015, Monsieur ... fut invité à se présenter devant le Commissaire du Gouvernement adjoint le 27 octobre 2015 afin d'être entendu en personne et de présenter ses observations, convocation, qui fut par la suite reportée au 5 novembre 2015.

Par courrier du 5 novembre 2015, Monsieur ... sollicita à travers son mandataire de nouveau un complément d'instruction.

Le 11 novembre 2015, le Commissaire du Gouvernement adjoint rédigea un rapport d'instruction complémentaire.

Par courrier du même jour, Monsieur ... reçut communication du rapport d'instruction complémentaire et fut avisé de la clôture définitive de l'instruction.

Par décision du 12 avril 2016, le Conseil de discipline prononça à l'égard de Monsieur ... la sanction disciplinaire prévue à l'article 47, paragraphe 4 du statut général, à savoir le déplacement consistant dans un changement d'administration.

*Cette décision fut motivée comme suit : « [...] Vu le dossier constitué à charge d'... par le commissaire du Gouvernement adjoint chargé de l'instruction disciplinaire, ci-après le commissaire du Gouvernement, saisi en application de l'article 56.2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, ci-après le statut général, par lettres du Premier Ministre, Ministre d'État, des 7 janvier 2015 et 19 mai 2015 d'une instruction disciplinaire à charge d'... et transmis pour attribution au Conseil de discipline, ci-après le Conseil, par courrier du 11 novembre 2015.*

*Vu le rapport d'instruction dressé en date du 8 octobre 2015.*

*A l'audience publique du Conseil du mardi, 22 mars 2016, après rapport oral du président du Conseil conformément à l'article 65, alinéa 2 du statut général, ... et son conseil, Maître Joao Nuno PEREIRA, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, furent entendus en leurs explications et moyens de défense et le délégué du Gouvernement, ..., en ses conclusions.*

*... conclut en ordre principal à la nullité de la procédure disciplinaire diligentée à son encontre au motif que celle-ci aurait débuté par l'émission de plusieurs ordres de justification formulés de façon partielle par son supérieur hiérarchique en violation de sa présomption d'innocence et que tous les actes de procédure posés dans la suite devraient ainsi être annulés.*

*Ce moyen de nullité n'est pas fondé. Le commissaire du Gouvernement a en effet été chargé par le Premier Ministre, Ministre d'État, suivant courriers des 7 janvier 2015 et 19 mai 2015 de procéder à une instruction disciplinaire à l'encontre d'..., missives qui renvoyaient à des lettres du directeur du ..., ci-après ..., énumérant les reproches formulés à l'encontre du fonctionnaire, de sorte que les ordres de justification critiqués par ... n'ont pas constitué le fondement de la procédure disciplinaire et de la saisine du commissaire du Gouvernement, mais ont été intégrés à titre de pièces dans le dossier disciplinaire.*

*Le contenu de ces ordres de justification ayant pu être discuté et critiqué par le fonctionnaire à chaque stade de la procédure, et ce encore à l'audience du Conseil du 22 mars 2016, il n'y a pas eu, à un stade quelconque de la procédure disciplinaire, lésion des droits de défense d'..., ni violation de sa présomption d'innocence et la procédure disciplinaire est ainsi à déclarer régulière.*

*... est attaché de direction, premier en rang, auprès du ... depuis 2010.*

*En ce qui concerne le premier reproche énoncé au rapport d'instruction du 8 octobre 2015, le Conseil partage les conclusions du commissaire du Gouvernement dans la mesure où celui-ci retient que ce reproche relatif à la contestation, sans observation de la procédure prévue à cet effet, par ... d'un refus de reclassification, ne saurait être retenu à charge du fonctionnaire, le reproche n'ayant pas été formulé avec la précision requise afin de permettre au commissaire du Gouvernement d'en vérifier le bien-fondé, ni au fonctionnaire de se*

*défendre par rapport à ce reproche énoncé sans indication de la date des faits et spécification du document visé.*

*Quant au second reproche concernant la mention « i2-refus par DIR » apposée par le fonctionnaire au portal pour permettre, selon ..., de pouvoir retracer ultérieurement le traitement interne de l'information reçue par le ..., le Conseil constate au vu du dossier disciplinaire qu'il fut enjoint au fonctionnaire de ne pas intégrer les informations reçues dans la base de données .... Comme il n'est d'une part pas établi qu'... ait omis de respecter cette décision et comme il ne ressort d'autre part pas du dossier d'instruction de quelle façon ... aurait dû enregistrer cette décision afin qu'elle puisse être retracée ex post, le Conseil estime que ce reproche n'est pas fondé et ne saurait engendrer de sanction disciplinaire, la mention « i2 — refus par DIR » n'étant en tant que telle pas de nature à dénigrer ouvertement la personne qui a pris cette décision.*

*Les troisième et quatrième reproches énoncés au rapport d'instruction du commissaire du Gouvernement sont par contre donnés. En adjoignant aux noms des enfants et de l'épouse d'une personne déterminée enregistrée dans la base de données ... du ..., les mentions « fils du traître », « fille du traître » et « épouse du traître », ... a inséré des qualificatifs dénués de respect et de retenue dans une banque de données d'un service public et a de ce fait omis d'exécuter correctement une des tâches qui lui étaient confiées. Il a également envoyé un aide-mémoire concernant l'exécution de différentes opérations au sein du ... sur un réseau non sécurisé et a ainsi traité avec une légèreté blâmable des renseignements concernant le fonctionnement du ... et susceptibles de porter préjudice au ... au cas où le courriel aurait été intercepté.*

*En agissant de la sorte, ... a violé les prescriptions énoncées aux paragraphes 1. et 2. de l'article 9 du statut général en omettant de se conformer aux ordres de service de ses supérieurs et en n'exécutant pas correctement les tâches qui lui étaient confiées.*

*Concernant la saisie dans la base de données ... de différentes personnes dénommées A à K, le Conseil retient que les éléments du rapport d'instruction, ensemble avec les pièces qui y sont jointes, ne permettent pas d'analyser à suffisance la pertinence de ce reproche, et plus spécialement le bien-fondé des saisies y critiquées ainsi que le traitement le cas échéant inadéquat des données à caractère personnel effectué par .... Ce reproche n'est ainsi pas établi à l'exclusion de tout doute et ne saurait ainsi comporter de sanction disciplinaire en l'espèce.*

*Les faits reprochés à ... aux termes de la lettre de saisine du 19 mai 2015 sont toutefois établis. Le Conseil fait en effet foi aux déclarations formelles et univoques de ..., réitérées lors de sa déposition devant le commissaire du Gouvernement, et retient que lors d'une entrevue le 15 janvier 2015 avec deux membres d'un service partenaire, ... a informé ses interlocuteurs qu'il venait d'être muté contre son gré à un nouveau poste au sein du ..., mutation qui lui aurait été octroyée par la direction du ... et qu'il serait contraint d'accepter. Les raisons de ce changement forcé de poste consisteraient dans le fait que le directeur du ... couvrirait une personne au sujet de laquelle ... voulait enquêter et que le directeur protégerait cette personne qui serait ainsi laissée en liberté.*

*Ces déclarations ne sont pas démenties par la lettre émanant du service partenaire ayant participé à l'entrevue du 15 janvier 2015, les membres de ce service y ayant déclaré ne pas avoir mémorisé en détail toutes les affirmations d'....*

*Or, le dénigrement du directeur du ... lors d'une entrevue avec un service étranger, a nécessairement été perçu et mémorisé avec précision par l'autre fonctionnaire du ... qui a assisté à l'entretien, vu que celui-ci a raisonnablement pu craindre à ce moment une perte de confiance de leurs interlocuteurs dans l'efficacité opérationnelle du .... L'attestation, puis la déposition concordante de ce fonctionnaire devant le commissaire du Gouvernement emportent la conviction du Conseil quant au contenu des propos tenus par ... lors de la réunion du 15 janvier 2015, de sorte que ce reproche est retenu en l'espèce.*

*... a en conséquence gravement manqué le 15 janvier 2015 à ses obligations définies à l'article 10, paragraphe 1., alinéas 1 et 2 du statut général qui impose au fonctionnaire d'éviter, dans l'exercice de ses fonctions, tout ce qui peut porter atteinte à la dignité de ces fonctions, donner lieu à scandale et compromettre les intérêts du service ainsi que de se comporter avec dignité et civilité dans ses rapports de service avec ses supérieurs hiérarchiques.*

*Aux termes de l'article 53 dudit statut, l'application des sanctions se règle notamment d'après la gravité de la faute commise, la nature et le grade des fonctions et les antécédents du fonctionnaire inculqué. Elles peuvent être appliquées cumulativement.*

*... est attaché de direction, premier en rang, auprès du .... Il est entré en service le 1<sup>er</sup> juin 2010 et tient sa nomination définitive depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2011. Aucun antécédent disciplinaire n'est consigné dans son dossier jusqu'à l'heure actuelle.*

*Les faits retenus à charge d'... qui n'est au service du ... que depuis près de 6 ans, sont très graves. En effet, lors de la réunion avec un service de renseignement étranger, il a exprimé ses différences personnelles avec la direction du ..., thématisant son déplacement contre son gré et discréditant ouvertement son directeur.*

*Ces agissements sont d'autant plus graves que la collaboration internationale entre services de renseignement est souvent difficile et délicate et ne peut se faire de façon efficace qu'en cas de confiance mutuelle absolue dans le fonctionnement des différents services nationaux ainsi que dans l'effectivité et la sérénité des personnes qui les dirigent. Par ses affirmations lors de la réunion du 15 janvier 2015, ... a délibérément pris le risque de contrarier ces relations de confiance avec le service étranger, de sorte qu'une continuation de ses fonctions au sein du ..., à un autre poste, est devenu inconcevable.*

*Le Conseil décide en conséquence de prononcer la sanction prévue à l'article 47.4. du statut général. [...] ».*

*Par arrêté ministériel du 17 juin 2016, Monsieur ... fut transféré vers l'Administration gouvernementale et affecté au Ministère d'Etat avec effet à partir du 17 juin 2016.*

*Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 13 juillet 2016, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision du Conseil de discipline précitée du 12 avril 2016.*

*Aux termes de l'article 54, paragraphe 2 du statut général, « En dehors des cas où le Conseil de discipline statue en appel, le fonctionnaire frappé d'une sanction disciplinaire prononcée par le Conseil de discipline ou suspendu conformément à l'article 48, paragraphe 1<sup>er</sup>, peut, dans les trois mois de la notification de la décision, prendre recours au Tribunal administratif qui statue comme juge du fond. [...] ».*

Il s'ensuit que le tribunal est compétent pour connaître du recours principal en réformation dirigé contre la décision du Conseil de discipline du 12 avril 2016 ayant prononcé une sanction disciplinaire à l'égard de Monsieur ... conformément à l'article 54, paragraphe 2, précité. Il n'y a dès lors pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

Le recours en réformation, ayant, par ailleurs, été introduit dans les formes et délai de la loi, est également recevable.

A l'audience publique des plaidoiries du 17 mai 2017, et après avoir sollicité la remise de l'affaire, le délégué du gouvernement a demandé le rejet de la farde de pièces déposée par le mandataire du demandeur au tribunal administratif en date du 12 mai 2017 pour violation des droits de la défense et du principe du contradictoire, affirmant que ladite farde de pièce, contenant 78 pièces, ne lui aurait été communiquée qu'en date du 15 mai 2017 et qu'il n'aurait pas eu la possibilité de les communiquer pour avis au ... avant l'audience des plaidoiries.

Au regard des dispositions de l'article 8, paragraphe (6) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après la loi du 21 juin 1999 suivant lesquelles : « *Toute pièce versée après que le juge-rapporteur a commencé son rapport en audience publique est écartée des débats, sauf si le dépôt en est ordonné par le tribunal.* », les pièces dont une partie entend se servir dans une instance peuvent être déposées jusqu'avant le rapport à l'audience.

En l'espèce, la farde de pièces litigieuse a été déposée au greffe du tribunal administratif en date du vendredi 12 mai 2017 et communiquée à la partie étatique, par les soins du greffe, en date du même jour, c'est-à-dire, quatre jours avant l'audience des plaidoiries et le rapport du juge rapporteur du mercredi 17 mai 2017, de sorte que le tribunal doit *a priori* les prendre en considération dans le cadre du présent recours.

Même si, comme l'a affirmé le délégué du gouvernement à l'audience des plaidoiries, il n'était, le cas échéant, effectivement en possession de la farde de pièces litigieuse qu'en date du lundi 15 mai 2017, il y a lieu de relever qu'un délai de deux jours doit être considéré comme suffisant afin d'analyser convenablement lesdits documents, de sorte qu'aucune violation des droit de la défense, voire du principe du contradictoire ne saurait être retenue en l'espèce, et ce d'autant plus que la farde de pièces litigieuse ne contient aucun élément pertinent nouveau par rapport à la situation factuelle à la base du présent litige, dans la mesure où elle se compose de prises de position unilatérales du demandeur non-susceptibles d'être prises en considération par le tribunal<sup>1</sup>, des photos « Excel », calendrier, et courriels de demandes d'absences et congés supposés connus par l'Etat<sup>2</sup>, ainsi que d'une attestation testimoniale<sup>3</sup> dont le contenu a déjà été exposé par le demandeur dans sa requête introductive d'instance, dans son mémoire en réplique et qui a la même teneur qu'une pièce déposée à l'appui du mémoire en réplique en date du 14 novembre 2016<sup>4</sup>.

En vertu de tout ce qui précède, il n'y a pas lieu d'écarter des débats la farde de pièces déposée au greffe du tribunal administratif en date du 12 mai 2017.

---

<sup>1</sup> Pièces 2 à 4 de la farde de pièces de Maître BAULER.

<sup>2</sup> Pièces 4 à 78 de la farde de pièces de Maître BAULER.

<sup>3</sup> Pièce 1 de la farde de pièces de Maître BAULER.

<sup>4</sup> Pièce 23 de la farde de pièces de Maître João Nuno PEREIRA.

En ce qui concerne les développements oraux du mandataire du demandeur à l'audience publique, notamment par rapport à l'impartialité objective du Conseil de discipline au regard de sa composition, il y a lieu de souligner qu'il s'agit en l'espèce d'une procédure écrite, de sorte que le tribunal n'a pas à prendre en considération ces mêmes développements oraux, alors qu'il lui aurait été loisible de développer son argumentation y relatif dans le cadre des mémoires.

A l'appui de son recours, et en ce qui concerne la légalité externe de la décision déférée, Monsieur ... conclut en ordre principal, et après avoir exposé les faits et rétroactes de l'affaire, à la nullité de la procédure disciplinaire et de la décision du Conseil de discipline pour détournement de pouvoir en arguant qu'en raison d'un différend qui l'opposerait au directeur du ..., ledit directeur aurait décidé de recourir à la procédure disciplinaire pour se séparer de lui plutôt que de sanctionner ses manquements, le demandeur se prévalant à cet égard d'une décision des juridictions administratives<sup>5</sup>. Il donne à considérer que les critiques formulées par le directeur dans les premiers ordres de justification à son encontre auraient pu être clarifiées lors d'une simple réunion de travail, mais qu'au lieu de procéder à une telle réunion, une vérification scrupuleuse de « *milliers d'inscriptions* » dans la base de données « ... » aurait été ordonnée pour trouver d'autres éventuels manquements à sa charge. Le directeur n'aurait pas non plus demandé de manière neutre une prise de position de sa part quant aux reproches soulevés, mais se serait livré à sa condamnation sans même attendre sa prise de position et aurait procédé à la suspension de ses droits d'accès à la base de données « ... », de son droit d'impression, de son droit à une arme de service et à son changement d'affectation, ces mesures auraient visé à l'accabler, à l'harceler, à le discréditer et à l'humilier. Le directeur n'aurait pas non plus enregistré le courrier de réponse d'un service de renseignement étranger comme « *courrier entrant* » afin de lui cacher son existence et son contenu à sa décharge. Il se base encore sur un courrier de la représentation du personnel du ... du 31 mai 2016, selon lequel les moyens employés par la direction du ... auraient été disproportionnés, pour souligner le détournement de pouvoir employé par la direction et de conclure à l'annulation de la procédure disciplinaire et partant de la décision litigieuse.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du moyen.

En l'espèce, et contrairement à la situation invoquée par le demandeur et ayant mené les juridictions administratives<sup>6</sup> de retenir la nullité de la procédure disciplinaire pour détournement de pouvoir, force est au tribunal de constater qu'il ne se dégage pas des éléments soumis à son appréciation que la procédure disciplinaire engagée contre Monsieur ... aurait constitué une manœuvre en vue de se séparer de lui, de l'accabler, de l'harceler, de le discréditer et de l'humilier plutôt que de sanctionner des manquements à ses devoirs, dans la mesure où les reproches lui adressés ont *a priori* une nature sérieuse, ayant non seulement mené le ministre de demander l'ouverture d'une procédure disciplinaire, mais encore le Commissaire du Gouvernement de saisir le Conseil de discipline.

Il ne se dégage pas non plus des éléments soumis à l'appréciation du tribunal que les moyens employés par la direction ont été disproportionnés ni en ce qui concerne la

---

<sup>5</sup> Trib. adm., 14 juillet 1997, n° 9439 du rôle, confirmé par un arrêt du 29 janvier 1998, numéro 10247C du rôle.

<sup>6</sup> Dans cette affaire il s'était avéré que quatre affaires disciplinaires engagées contre un fonctionnaire se sont soldées par un simple avertissement et que la cinquième n'a même pas été transmise au Conseil de Discipline, tandis que pendant les années d'instruction de ces affaires disciplinaires, le fonctionnaire en question a été suspendu de ses fonctions.

vérification de toutes les inscriptions effectuées par Monsieur ... dans la base de données « ... » ni en ce qui concerne la suspension de ses droits d'accès à la base de données, de son droit d'impression, de son droit à une arme de service, ni en ce qui concerne son changement d'affectation, dans la mesure où tout manquement à la discipline d'un fonctionnaire engage la responsabilité personnelle du supérieur hiérarchique, mettant celui dans l'obligation d'agir au risque d'engager sa propre responsabilité conformément à l'article 55 du statut général en vertu duquel : « *Tout manquement à la discipline engage la responsabilité personnelle du préposé<sup>7</sup> qui reste en défaut de provoquer ou d'appliquer les sanctions disciplinaires* ».

Le moyen tendant à la nullité de la procédure disciplinaire est dès lors à rejeter.

A titre subsidiaire, Monsieur ... conclut tout d'abord à l'annulation de la décision déferée pour violation de l'article 12 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du ..., ci-après « la loi du 15 juin 2004 », au motif que le Conseil de discipline n'aurait pas siégé à huis clos. Il estime que l'objectif de cette disposition, qu'il définit d'ordre public, serait non seulement de garantir la confidentialité des activités du ..., mais également la confidentialité de l'identité des membres du ..., dont la violation serait pénalement répréhensible en vertu de l'article 16 de la loi du 15 juin 2004. Sa qualité de membre du ... ne devrait pas être dévoilée au public pour des raisons de sécurité personnelle et pour pouvoir participer à l'avenir à des activités du ....

Dans son mémoire en réplique, il demande encore au tribunal administratif de tenir les plaidoiries à huis clos.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du moyen.

L'article 64 du statut général dispose que : « *Le Conseil siège en audience publique. Toutefois, si le fonctionnaire en formule la demande, le huis-clos sera obligatoirement prononcé. Le huis-clos pourra encore être prononcé dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale.* ».

Aux termes de l'article 12 de la loi du 15 juin 2004 intitulé « *Procédure disciplinaire* », tel qu'applicable au moment où le Conseil de discipline a statué : « *Lorsqu'un agent du Service de Renseignement fait l'objet d'une procédure disciplinaire devant le Conseil de discipline, celui-ci siège à huis clos.* ».

D'après les travaux parlementaires concernant l'article 12 précité : « *L'article en question règle un aspect de la procédure disciplinaire déclenchée à l'égard d'un agent du Service de renseignement. La procédure étant en principe régie par les dispositions de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, il est prévu, par dérogation à l'article 64 de la loi précitée et afin de garantir le caractère confidentiel des activités du Service de Renseignement, que le Conseil de Discipline statue toujours à huis clos.* »<sup>8</sup>.

Il résulte des dispositions qui précèdent que l'objectif du huis clos devant le Conseil de discipline est de garantir la confidentialité des activités du ... et non pas, comme le prétend le

---

<sup>7</sup> Terme remplacé par « supérieur hiérarchique » par la loi du 25 mars 2015 modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.

<sup>8</sup> Doc. parl. n° 5133/00, commentaire des articles, p. 24, *ad* article 12.



demandeur, de garantir un droit personnel aux agents du ..., comme la confidentialité de leur identité.

A cela s'ajoute qu'il résulte des explications du délégué du gouvernement, qu'en raison de l'absence de tierces personnes à l'audience devant le Conseil de discipline, celui-ci n'a pas vu la nécessité de prononcer formellement le huis clos. Monsieur ... ne conteste, quant à lui, ni que le sujet a été discuté à l'audience devant le Conseil de discipline ni l'absence de tierces personnes à cette audience, de sorte qu'il échet de constater que l'audience devant le Conseil de discipline s'étant tenue *de facto* à huis clos.

Le demandeur ne déclare pas non plus s'être opposé à la tenue d'une audience publique devant le Conseil de discipline ni ne précise les raisons éventuelles d'une telle opposition, de sorte qu'aucune violation de ses droits de la défense n'est susceptible d'être retenue dans son chef.

En ce qui concerne la demande de Monsieur ... selon laquelle le tribunal administratif devrait quant à lui également statuer à huis clos, il échet de relever d'une part, que cette demande n'a pas été formulée au dispositif ni de la requête introductive d'instance ni du mémoire en réplique, auquel le tribunal est seul tenu et, d'autre part, qu'il n'est pour le surplus pas en mesure de prendre position par rapport à une telle demande simplement suggérée, sans indications de la base légale afférente et sans être soutenue effectivement, étant donné qu'il n'appartient pas au tribunal de suppléer à la carence du demandeur et de rechercher lui-même les moyens juridiques qui auraient pu se trouver à la base de ses conclusions.

En tout état de cause, en l'absence de tierces personnes lors des plaidoiries s'étant tenues à 11 heures du matin le 17 mai 2017, l'audience devant le tribunal de céans était *de facto* menée à huis clos, étant par ailleurs relevé que le litismandataire du demandeur ne s'est pas manifesté, lors de ladite audience, en vue d'obtenir un éventuel huis clos de l'audience.

En vertu de tout ce qui précède, le moyen est à rejeter pour ne pas être fondé.

Ensuite, le demandeur se prévaut d'une violation de l'article 69 du statut général, au motif que la décision déférée ne préciserait pas si le Conseil de discipline avait statué à la majorité des voix de ses membres, de sorte qu'elle devrait encourir l'annulation de ce fait pour violation du procès équitable. La décision du Conseil de discipline devrait au moins préciser qu'elle a été prise par la majorité de ses membres, sans nécessairement dévoiler le nombre exact des membres.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du moyen.

L'article 69, alinéa 2 du statut général dispose que : « *Les décisions du Conseil sont arrêtées à la majorité des voix, après présentation des observations du délégué du Gouvernement. Le membre le plus jeune dans l'ordre des nominations opine le premier, le président dernier, l'abstention n'étant pas permise* ».

Il se dégage de la lecture de l'article précité qu'aucune obligation expresse d'indiquer dans la décision du Conseil de discipline elle-même qu'elle a été prise à la majorité des voix, ne lui incombe, étant encore précisé et comme l'a souligné à juste titre le délégué du gouvernement, que dans la mesure où l'alinéa 2 de l'article 69, précité, impose aux membres du Conseil de discipline de prendre les décisions à la majorité des voix tout en interdisant en

même temps toute abstention, la décision déferée a forcément été prise à la majorité des voix de ses membres, de sorte qu'aucune violation du procès équitable n'a eu lieu.

Le moyen afférant est partant à rejeter.

Le demandeur invoque encore une violation de l'article 66 du statut général, en expliquant que, lorsqu'il aurait demandé au Conseil de discipline l'institution d'une mesure complémentaire, le Président du Conseil de discipline lui aurait coupé la parole et l'aurait informé qu'il ne serait fait droit à aucune mesure d'instruction supplémentaire, de sorte que ce dernier aurait préjugé le litige lui soumis, ce qui entraînerait la nullité de la décision déferée.

A cela s'ajouterait que ni sa demande de procéder à une mesure d'instruction complémentaire ni les motifs du refus de procéder à une telle mesure ne seraient précisés dans la décision, de sorte que l'article 89 de la Constitution, selon laquelle tout jugement devrait être motivé, aurait été violé.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du moyen pour ne pas être fondé.

L'article 89 de la Constitution dispose que : « *Tout jugement est motivé. Il est prononcé en audience publique.* ».

L'article 66 du statut général dispose quant à lui que : « *Le Conseil peut, soit d'office soit à la demande de l'inculpé, ordonner toutes les mesures d'instruction complémentaire susceptibles d'éclairer les débats.*

*Il peut déléguer l'un de ses membres pour procéder le cas échéant à l'audition de témoins et à l'assermentation d'experts. [...]* ».

En l'espèce, il échet de constater qu'il ne ressort pas des éléments soumis à l'appréciation du tribunal que Monsieur ... a effectivement demandé au Conseil de discipline une mesure d'instruction complémentaire ni qu'une telle demande lui a été refusée par le Président du Conseil de discipline à l'audience des plaidoiries même du 22 mars 2016, de sorte que le tribunal est amené à retenir au regard des contestations de la partie étatique y relatives, que les affirmations du demandeur restent à l'état de pures allégations comme n'étant soutenues par aucun élément concret du dossier.

Par conséquent, le moyen ayant trait à une violation de l'article 66 du statut général et de l'article 89 de la Constitution est à rejeter.

Dans le cadre d'un recours en réformation, le tribunal est amené à apprécier les faits commis par le demandeur en vue de déterminer si la sanction prononcée par l'autorité compétente a un caractère proportionné et juste, en prenant notamment en considération la situation personnelle et les antécédents éventuels du demandeur<sup>9</sup>, étant précisé que le juge est amené à apprécier la décision déferée quant à son bien-fondé et à son opportunité, avec le pouvoir d'y substituer sa propre décision, impliquant que cette analyse s'opère au moment où il est appelé à statuer.

---

<sup>9</sup> Trib. adm., 1<sup>er</sup> juillet 1999, n° 10936 du rôle, Pas. adm. 2016, V° Fonction publique, n° 305 et les autres références y citées.

En ce qui concerne la légalité interne de la décision déferée, et plus précisément le reproche retenu par le Conseil de discipline d'avoir adjoint aux noms des enfants et de l'épouse d'une personne enregistrée dans la base de données « ... » les mentions « *fil du traître* », « *fille du traître* » et « *épouse du traître* », le demandeur, affirmant que cette inscription aurait été faite il y a des années, soulève, tout d'abord, la prescription triennale de cette inscription sur base de l'article 74 du statut général, laquelle serait encore d'ordre public et aurait dû être examinée d'office par le Conseil de discipline.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du moyen.

L'article 74 du statut général dispose que : « *L'action disciplinaire résultant du manquement aux devoirs du présent statut se prescrit par trois ans. Au cas où la faute disciplinaire constitue en même temps une infraction à la loi pénale, la prescription de l'action disciplinaire n'est en aucun cas acquise avant la prescription de l'action publique.* »

*La prescription prend cours à partir du jour où le manquement a été commis; elle est interrompue par la saisine du commissaire du Gouvernement. ».*

En l'espèce, et à défaut de date exacte figurant dans le dossier soumis à l'appréciation du tribunal quant aux inscriptions litigieuses, il échet de constater qu'il résulte du dossier disciplinaire que Monsieur ... a pour la première fois consulté la personne déterminée et enregistrée dans la base de données « ... » en date du 8 mai 2012, personne, dont il a ajouté la mention « *Landesverräter* » en date du 13 novembre 2012. Il résulte ensuite des propres explications du demandeur concernant le suivi chronologique de l'affaire figurant dans sa note du 6 février 2015, qu'il a intégré les informations concernant la famille de ladite personne que postérieurement dans la base de données.

Or, même en admettant que Monsieur ... aurait enregistré les mentions litigieuses concernant les membres de famille de la personne enregistrée en date du 8 mai 2012, date de la première consultation de cette personne dans la base de données « ... », le délai de prescription triennale de l'action disciplinaire aurait expiré uniquement le 8 mai 2015, donc postérieurement à la saisine du Commissaire du Gouvernement par courrier du 6 janvier 2015.

Le moyen relatif à la prescription de l'action disciplinaire est donc à rejeter.

Concernant ensuite le reproche retenu par le Conseil de discipline, selon lequel il aurait envoyé un aide-mémoire concernant l'exécution de différentes opérations au sein du ... sur un réseau non sécurisé, Monsieur ... fait valoir que, comme il s'agirait d'une preuve obtenue par des moyens délictueux ou déloyaux – l'imprimé du courrier se serait trouvé dans une armoire fermée à clef dans son bureau et dont lui seul aurait eu la clef – cette pièce devrait être écartée des débats.

La partie étatique conteste la version des faits du demandeur.

En l'espèce, force est au tribunal de constater qu'il ne résulte pas des éléments soumis à son appréciation que l'imprimé du courriel litigieux aurait été obtenu par l'emploi de moyens délictueux ou déloyaux, de sorte à constituer partant une preuve illégale susceptible d'être écartée des débats, dans la mesure où le mobilier de bureau ne constitue *a priori* pas la propriété privée d'un fonctionnaire et l'accès audit mobilier ne lui est pas exclusivement réservé. Le tribunal est ainsi amené à retenir, au regard des contestations de la partie étatique, selon lesquelles l'imprimé du courriel litigieux aurait été trouvé par la collègue de bureau du

demandeur dans une armoire à l'aide d'un accès commun, que les affirmations du demandeur restent à l'état de pures allégations.

Le moyen est dès lors à déclarer non fondé.

Quant au fond, et en ce qui concerne les reproches concrètement retenus par le Conseil de discipline, Monsieur ... conteste d'abord avoir délibérément manqué de respect envers les personnes inscrites dans la base de données « ... » en expliquant qu'il aurait choisi, à défaut de note de service y relative, d'utiliser le terme « *traître* » par souci d'éviter tout malentendu, étant donné que le terme « *agent* » aurait été susceptible de prêter à confusion au sein du ... et en soulignant qu'il aurait employé les termes « *fil du traître* » etc. et non pas les termes « *fil de traître* » etc., ce qui constituerait une différence. Il donne encore à considérer qu'il aurait inscrit de milliers de personnes dans la base de données « ... » sans jamais avoir été interpellé, que le terme « *traître* » n'aurait, à ce jour, pas été remplacé dans ladite base de données et que ce sujet aurait pu être abordé lors d'une réunion de travail au lieu de déclencher une procédure disciplinaire à son égard.

Monsieur ... fait ensuite valoir que l'aide-mémoire litigieux n'aurait pas été envoyé de son adresse électronique professionnelle vers son adresse électronique privée, mais vice-versa et qu'il n'y aurait eu, à aucun moment, un risque de divulgation d'informations sensibles, étant donné que le courrier ne contiendrait pas d'informations concernant des opérations du ... en matière de contre-espionnage. Il ajoute que si le courrier avait constitué un risque pour les intérêts du ... ou de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, le directeur du ... aurait déclenché une enquête de sécurité et aurait rendu illisible les mentions susceptibles de causer un préjudice, ce qui n'aurait pas été fait. En ordre général, Monsieur ... donne encore à considérer que le directeur du ... aurait communiqué au Commissaire du Gouvernement adjoint différentes pièces non déclassifiées en violation de l'article 16 de la loi du 15 juin 2004, de sorte qu'en procédant ainsi, il ne saurait raisonnablement réclamer une sanction disciplinaire à son encontre en relation avec son aide-mémoire.

Concernant finalement le reproche retenu par le Conseil de discipline ayant trait aux propos de Monsieur ... critiquant son supérieur hiérarchique en présence de deux membres d'un service de renseignement partenaire, ce dernier conteste la version des faits telle que décrite par le témoin ..., précisant avoir uniquement informé ses confrères étrangers qu'il serait sur le point de changer d'affectation au sein du ... et que sa nouvelle fonction consisterait dans le traitement des sources ouvertes, ce qui ne constituerait pas un manque à ses devoirs professionnels. Le demandeur se base encore sur le courrier du service de renseignement partenaire, selon lequel il aurait uniquement avancé, auprès de ses confrères, une mésentente entre lui et ses supérieurs hiérarchiques, sans cependant mentionner la personne du directeur du ... dans ce contexte et sans préciser les causes de cette mésentente pour contredire la version du déroulement de la rencontre du 15 janvier 2015 tel que présenté par le témoin .... Selon le demandeur, le courrier du service de renseignement partenaire devrait au moins être de nature à instaurer un doute quant à la réalité des faits lui reprochés, doute, qui devrait lui bénéficier.

Il formule, en se basant sur le principe du respect de l'égalité des armes dans l'administration de la preuve, une offre de preuve tendant à l'audition des deux membres du service de renseignement partenaire étranger présents en date du 15 janvier 2015 et d'ordonner à l'Etat de communiquer les coordonnées exactes de ces deux agents.

Le délégué du gouvernement conclut à la confirmation de la décision du Conseil de discipline et au rejet de l'offre de preuve formulée par le demandeur.

L'article 9, paragraphes 1 et 2 dispose que : « 1. *Le fonctionnaire est tenu de se conformer consciencieusement aux lois et règlements qui déterminent les devoirs que l'exercice de ses fonctions lui impose.*

*Il doit de même se conformer aux instructions du gouvernement qui ont pour objet l'accomplissement régulier de ses devoirs ainsi qu'aux ordres de service de ses supérieurs.*

*2. Il est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées; il doit prêter aide à ses collègues dans la mesure où l'intérêt du service l'exige; la responsabilité de ses subordonnés ne le dégage d'aucune des responsabilités qui lui incombent ».*

L'article 10, paragraphe 1, alinéas 1 et 2 du statut général dispose que : « *Le fonctionnaire doit, dans l'exercice comme en dehors de l'exercice de ses fonctions, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la dignité de ces fonctions ou à sa capacité de les exercer, donner lieu à scandale ou compromettre les intérêts du service public.*

*Il est tenu de se comporter avec dignité et civilité tant dans ses rapports de service avec ses supérieurs, collègues et subordonnés que dans ses rapports avec les usagers de son service qu'il doit traiter avec compréhension, prévenance et sans aucune discrimination. ».*

En l'espèce, il ressort des éléments soumis à l'appréciation du tribunal que suite au refus de la part de ses supérieurs hiérarchiques d'enquêter sur une personne déterminée, Monsieur ... a intégré les informations et preuves concernant cette personne dans la base de données « ... » et que suite aux conseils obtenus auprès des experts étrangers, il a également décidé d'y intégrer les informations concernant les membres de la famille de cette personne, et ceci malgré l'instruction formelle de ses supérieurs hiérarchiques d'attendre leurs instructions et malgré le fait que l'inscription des membres de la famille, n'ayant eux-mêmes commis aucun acte répréhensible, dans la base de données, n'a pas constitué la façon générale d'opérer. En outre, il convient de relever qu'en ajoutant dans la base de données les mentions « *filles du traître* », « *fils du traître* » et « *épouse du traître* » aux membres de la famille, le demandeur s'est encore adonné à y intégrer des qualificatifs dénués de respect et de retenue et a agi contrairement aux règles édictées par les instructions de service, étant encore précisé que les affirmations du demandeur, selon lesquelles ces qualifications n'auraient par la suite pas été remplacées dans la base de données, que le sujet aurait pu être abordé lors d'une réunion de service, et qu'il existerait une différence entre le terme « *fils du traître* » etc. et « *fils de traître* » etc. n'enlève en rien le caractère dénigrant de ces qualifications.

L'explication de Monsieur ..., selon laquelle le terme alternatif d'« agent » aurait été susceptible de prêter à confusion au sein des différentes branches du ... n'emporte pas non plus la conviction du tribunal, étant donné que les informations sauvegardées dans la base de données « ... » se limitent d'ores et déjà aux personnes dont les activités tombent dans le champ d'action du ..., excluant *a priori* tout risque de confusion.

Il ressort ensuite des éléments soumis à l'appréciation du tribunal que Monsieur ... a, en date du 13 mai 2014, envoyé un aide-mémoire de son adresse électronique privée vers son adresse électronique professionnelle, ayant une teneur hautement inquiétante, Monsieur ... y exprimant, de manière indéniable, son désaccord avec ses supérieurs hiérarchiques, de sorte à

contenir, certes de manière codée et donc indirectement des informations potentiellement sensibles au sens de l'article 16 de la loi 15 juin 2004, c'est-à-dire, des informations relatives au fonctionnement et aux activités du ... et susceptibles de lui porter préjudice, étant relevé qu'il est sans incidence si le courriel litigieux a été envoyé de son adresse électronique privée vers son adresse électronique professionnelle ou vice-versa, le fait déterminant étant que le courriel a transité par un réseau non sécurisé et a été susceptible d'être intercepté.

Il s'ensuit que c'est à juste titre que le Conseil de discipline a retenu dans le chef de Monsieur ... une violation des prescriptions énoncées à l'article 9 du statut général en omettant de se conformer aux ordres de service de ses supérieurs et en n'exécutant pas correctement les tâches qui lui étaient confiés.

Finalement, il ressort encore du dossier disciplinaire, et plus précisément des déclarations du témoin ... que lors d'une entrevue en date du 15 janvier 2015, le demandeur a informé deux confrères étrangers de sa mutation, contre son gré, à un nouveau poste au sein du .... Sur question d'un des confrères si une certaine personne avait été découverte par le service, le demandeur a affirmé avoir effectivement trouvé une telle personne, mais que le directeur n'aurait pas suivi son avis, ce qui aurait été la raison de son changement de poste. Il a encore ajouté que le directeur couvrirait cette personne et laisserait malheureusement un criminel en liberté.

S'il ressort certes du courrier du service partenaire étranger que ses membres n'ont pas qualifié le déroulement de l'entrevue du 15 janvier 2015 d'exceptionnel ni les affirmations du demandeur de tellement négatives pour les mémoriser en détail, il échet toutefois de constater que ce même courrier confirme le fait que Monsieur ... a informé ses confrères étrangers de sa mutation contre son gré à un nouvel poste au sein du ... en raison d'un conflit l'opposant à ses supérieurs hiérarchiques tout en admettant que le contenu des affirmations du demandeur lors de l'entrevue du 15 janvier 2015 a pu être interprété différemment par lesdits membres que par le témoin ..., notamment en raison du caractère interne des informations véhiculées.

Le tribunal est amené à retenir que les affirmations du témoin ... sont crédibles et non énervées par le courrier du service partenaire étranger, et ceci, non seulement parce que ledit témoin a su établir en détail et de manière non équivoque le déroulement de l'entrevue du 15 janvier 2015 dans un courriel adressé au directeur du ... en date du 22 janvier 2015 et dans une attestation testimoniale du 15 juillet 2015 et a encore pu répéter ce déroulement lors d'une confrontation avec Monsieur ... et son litismandataire en date du 5 novembre 2015 par-devant le Commissaire du Gouvernement adjoint, confrontation, n'ayant pas permis d'établir que le témoin aurait menti, mais encore en raison du contenu hautement inquiétant de l'aide-mémoire du 13 mai 2014 figurant dans le dossier disciplinaire ainsi que du contenu des différents courriers adressés par le demandeur au directeur du ... et au Commissaire du Gouvernement adjoint, relevant plus particulièrement son mécontentement quant au fonctionnement du ... et quant aux décisions de ses supérieurs hiérarchiques, rendant un tel comportement lors de l'entrevue du 15 janvier 2015 plus que plausible. A cela s'ajoute que le dénigrement du directeur du ... en présence des membres d'un service étranger a raisonnablement pu provoquer dans le chef du témoin ... une crainte de perte de confiance dudit service étranger dans l'efficacité du ..., de sorte que ledit témoin a forcément mémorisé les affirmations du demandeur en détail.

En vertu des développements qui précèdent, desquels il ressort que le déroulement de l'entrevue du 15 janvier 2015 est à suffisance établi, il convient encore de rejeter l'offre de preuve formulée par le demandeur consistant dans l'audition des deux membres du service de

renseignement partenaire étranger présents en date du 15 janvier 2015, étant rappelé qu'aux termes de l'article 351 du Nouveau code de procédure civile, applicable dans le cadre du présent litige, alors que dans la mesure où le règlement de procédure applicable devant les juridictions administratives n'y déroge pas, les prescriptions du Nouveau code de procédure civile sont à suivre en la matière<sup>10</sup>, une mesure d'instruction ne peut être ordonnée sur un fait que si la partie qui l'allègue ne dispose pas d'éléments suffisants pour le prouver, une mesure d'instruction ne pouvant en aucun cas être ordonnée en vue de suppléer à la carence d'une partie dans l'administration de la preuve.

Il résulte de tout ce qui précède que c'est à bon droit que le Conseil de discipline a retenu dans le chef de Monsieur ... une violation des prescriptions énoncées à l'article 10 du statut général qui impose au fonctionnaire d'éviter, dans l'exercice de ses fonctions, tout ce qui peut porter atteinte à la dignité de ces fonctions, donner lieu à scandale et compromettre les intérêts du service ainsi que de se comporter avec dignité et civilité dans ses rapports de service avec ses supérieurs hiérarchiques.

En ce qui concerne finalement la sanction à prononcer, Monsieur ... conteste d'abord être une personne à l'esprit militant, dépourvue de discernement, en soulignant qu'il aurait un bon esprit analytique et n'aurait que continué les demandes d'enquêtes provenant des services partenaires étrangers à ses supérieurs. Il demande à se voir attribuer une peine inférieure au déplacement, en soulignant plus précisément l'absence d'antécédents disciplinaires pendant ses six années de service, le fait que les prétendus manquements auraient pu être éclaircis lors d'une réunion de service, le fait qu'il n'aurait jamais été critiqué auparavant par ses supérieurs, le fait qu'il aurait presté plus de cent heures supplémentaires, ainsi que le fait qu'il aurait suivi de nombreuses formations à l'étranger pour améliorer la qualité du ..., de sorte qu'il ne serait pas dans l'intérêt du ... de perdre un agent avec ses formations, compétences et expériences. Il souligne le fait que l'ancien directeur du ..., avec lequel il aurait eu des différends, a quitté ses services, que les relations avec la nouvelle directrice « *se passeraient normalement* » et qu'il bénéficierait de sa confiance, étant donné qu'il l'aurait pu représenter à des réunions de travail auprès de l'OTAN du 29 février au 4 mars 2016.

Subsidiairement, il demande que le déplacement soit limité à un changement d'affectation au sein du ....

Le délégué du gouvernement, en contestant l'intégralité des affirmations du demandeur relatives à son comportement exemplaire, considère que la sanction disciplinaire du déplacement constituerait la mesure la plus appropriée, au vu de la gravité des faits commis.

Aux termes de l'article 53, alinéa 1<sup>er</sup>, du statut général : « *L'application des sanctions se règle notamment d'après la gravité de la faute commise, la nature et le grade des fonctions et les antécédents du fonctionnaire inculpé.* ».

La décision déférée, citée ci-avant *in extenso*, a tenu compte de l'ancienneté du demandeur et a pris en considération le fait qu'aucun antécédent disciplinaire n'est consigné dans son dossier.

S'agissant de la gravité des fautes commises, force est au tribunal de retenir que les faits retenus à charge du demandeur sont très graves, le fait de faire preuve d'un manque de respect

---

<sup>10</sup> Trib. adm., 30 octobre 1997, n° 8936 du rôle, Pas. adm. 2016, V° Procédure contentieuse, n° 645 et les autres références y citées.

vis-à-vis de ses supérieurs hiérarchiques, tant en ignorant leurs instructions mais surtout en formulant des reproches concrets dans un aide-mémoire envoyé à partir d'un réseau non sécurisé témoigne non seulement d'un manquement de se conformer aux ordres mais encore d'un traitement avec une légèreté blâmable des informations susceptibles de porter préjudice au .... A cela s'ajoute que les révélations du demandeur lors de la réunion du 15 janvier 2015 ont encore été susceptibles de porter préjudice aux relations du ... avec un service étranger, de sorte que le tribunal partage la conclusion du Conseil de discipline, selon laquelle une continuation des fonctions de Monsieur ... au sein du ... est devenue inconcevable, étant précisé à cet égard que les membres du ... devant, au regard du caractère particulier de leur fonction faire preuve d'un comportement irréprochable en toutes circonstances, vu que le moindre manquement est susceptible, lorsqu'il est révélé au public, de donner lieu à scandale et à critique mettant en cause le sérieux du ....

Le demandeur n'a pas non plus fait preuve de repentir, ce dernier n'ayant en effet exprimé aucun regret quant à son comportement au cours de la procédure disciplinaire, mais s'est contenté de nier la plupart des faits pourtant confirmés par l'ensemble des éléments soumis à l'appréciation du tribunal.

Il s'ensuit que le tribunal ne saurait admettre des circonstances atténuantes au regard du prétendu fait qu'il ne serait pas dans l'intérêt du ... de perdre un agent avec les formations, compétences et expériences du demandeur et du prétendu fait qu'il bénéficierait de la confiance de la nouvelle directrice, d'autant plus que ces faits ne se dégagent pas des éléments soumis à l'appréciation du tribunal et sont, par ailleurs, contestés par la partie étatique.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent, que la sanction choisie par le Conseil de Discipline est proportionnée par rapport aux faits commis par le demandeur, ainsi que par rapport à la situation personnelle de ce dernier, tels que relevés ci-avant, de sorte que le recours en ce qu'il est dirigé contre la décision du Conseil de discipline du 12 avril 2016 est à rejeter pour ne pas être fondé.

Au vu de l'issue du litige, il n'y a pas lieu de faire droit à la demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure de 5.000.- € sollicitée par le demandeur sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

### **Par ces motifs,**

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours principal en réformation introduit contre la décision du Conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat du 12 avril 2016 prononçant à l'égard de Monsieur ... la sanction disciplinaire du déplacement consistant dans un changement d'administration ;

au fond, le dit non justifié, partant en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation dirigé contre la même décision du Conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat du 12 avril 2016 ;

dit qu'il n'y a pas lieu d'ordonner une mesure d'instruction complémentaire ;



déboute le demandeur de sa demande en allocation d'une indemnité de procédure ;  
condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 14 juin 2017 par :

Thessy Kuborn, vice-président,  
Paul Nourissier, premier juge,  
Géraldine Anelli, juge,

en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Thessy Kuborn

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 16 juin 2017

Le greffier du tribunal administratif